



Adresse postale : Hôtel Municipal, 7 rue du Major Martin 69001 LYON

Courriel : cil.cpi@yahoo.com

Site Internet : <http://associationcpi.e-monsite.com>

REVUE DE PRESSE

25 mai 2025

Ainay. L'autre visage de l'un des plus anciens quartiers de Lyon

La rédaction - 20 mai 2025

C'est dans le quartier d'Ainay (Lyon 2e) qu'habitent principalement les grandes familles traditionnelles. Mais un tiers des logements du quartier ne contiennent qu'une ou deux pièces pour accueillir également une importante population étudiante.



À Ainay, les cadres et professions intellectuelles représentent plus d'un habitant sur quatre (contre un sur dix en France) © Pierre Ferrandis

Ce dossier sur la face cachée d'Ainay est composé de trois autres articles :

- [Ainay. Aux racines de Lyon](#)
- [Ainay. Bouillon de catho](#)
- [Extrême droite : Ainay en relais du Vieux-Lyon](#)

Cet après-midi, j'étais au cinéma. C'était une histoire d'avortement, ça ne m'a pas plu du tout ! » Dans *Betty*, film de 1992 réalisé par Claude Chabrol, Marie Trintignant incarne une jeune femme qui échoue à s'intégrer dans la famille de son mari, originaire d'Ainay, quartier doré de la Presqu'île, engoncé entre Bellecour et Perrache. Elle découvre, notamment dans les phrases de sa belle-mère glaciale, les effluves de cette société où l'on dîne avec l'abbé. Mais elle rencontre aussi complètement par hasard la chaleureuse Laure, une autre âme du quartier, incarnée par Stéphane Audran : « *une bourgeoise lyonnaise heureuse. Mon univers, c'était mon mari, ma maison* », se définit celle qui s'est exilée au luxueux Trianon Palace Versailles qui jouxte le château. Ainay traîne donc sa réputation jusque dans l'esprit parisien d'un cinéaste de la Nouvelle Vague.

LIRE AUSSI : [Ainay, le dernier bastion de la tradition lyonnaise](#)

Des loyers pas donnés, un rôle d'antichambre de Fourvière pour faire briller le catholicisme lyonnais, et la présence grimpante d'une extrême droite violente, autant d'éléments qui construisent une identité de zone privilégiée, catholique et fermée. Mais qu'en est-il vraiment ? Penchons-nous sur un quartier dans lequel la légèreté de la très commerçante rue Victor-Hugo n'imprègne pas toujours ses voisines silencieuses.

Des murs hauts et épais

N'appellez pas ce quartier « Carré d'or », surnom dont s'enorgueillit le nord du 2^e arrondissement où se côtoient bijouteries, boutiques de luxe et d'horlogerie. Ici, on préfère la discrétion, les ruelles étroites et calmes, les murs hauts et épais dissimulant de charmantes cours et de riches intérieurs. Quartier parmi les plus résidentiels de la ville — près de 10 000 habitants y sont confortablement entassés —, il atteint des sommets de densité avec près de 20 000 habitants/km² le long de la rue Victor-Hugo, soit la moyenne parisienne et le double de la moyenne lyonnaise.

L'artère piétonne présente plusieurs caractéristiques. D'abord celle de ne jamais désemplir sans pour autant irriguer ses perpendiculaires, nettement plus résidentielles et souvent désertes. Ensuite d'opérer comme une frontière : côté Saône, le quartier résidentiel et pieux, ses institutions religieuses et sa basilique faisant face à la colline de Fourvière et à l'église Saint-Georges ; côté Rhône, les antiquaires, décorateurs, galeristes et restaurateurs, agissant comme un sas vers le Lyon profane. « Pour les vieux Lyonnais, Ainay, c'est le côté Saône, assure Denis Brolquier, devenu maire divers droite du 2^e arrondissement de 2001 à 2020 après avoir grandi à Ainay. Il y a une vraie différence de mentalité entre les rues Vaubecour, Franklin, et les rues de la Charité et Auguste-Comte. »

LIRE AUSSI : [Ainay, les figures d'un quartier "mal compris"](#)

À Ainay, les cadres et professions intellectuelles représentent plus d'un habitant sur quatre (contre un sur dix en France) quand les ouvriers s'effacent (2 %). L'enquête Mon quartier, mes voisins de l'Institut national d'études démographiques estimait en 2018 qu'« un habitant sur deux est ou a été cadre ou chef d'entreprise ». Des statistiques qui rapprochent sociologiquement Ainay de Paris. Tout comme le revenu fiscal médian, approchant les 30 000 euros, comme dans la capitale, loin devant les moyennes lyonnaise (25 000) et française (23 000).

Beaucoup de familles nombreuses vivent à Ainay

Les prix de l'immobilier sont au diapason, autour de 5 500 euros le mètre carré, ce qui en fait le quartier le plus cher de Lyon avec les abords du parc de la Tête-d'Or. La différence ? « L'état d'esprit, poursuit Denis Brolquier. Dans le 6^e, ce sont les nouveaux riches ; les grandes familles d'Ainay sont plus traditionnelles. Les Brotteaux ressemblent à une réserve de riches ; à Ainay, il y a plus de mélange. » Et notamment grâce à une petite proportion de logements sociaux, rachetés de haute lutte par la municipalité. « De nombreux immeubles sont habités par les mêmes familles depuis le milieu du XIX^e siècle et appartiennent soit à des bourgeois, soit même à des nobles. Il n'y avait pas de copropriétés place Bellecour il y a 50 ans, seulement des immeubles familiaux », décrit l'ancien maire d'arrondissement.

Lequel poursuit avec cette anecdote : « Juste après l'élection de Gérard Collomb, son adjoint communiste au Logement Louis Lévêque avait décidé de préempter un immeuble appartenant à Alain Mérieux à Ainay pour y mettre du logement social. Vous imaginez le symbole ? » L'opération avait finalement capoté.

LIRE AUSSI : [Immobilier. Ces multi-proprétaires qui possèdent le centre-ville de Lyon](#)

On dit le quartier vieillot, mais les 15-29 ans représentent un tiers de la population, soit davantage que la moyenne lyonnaise et même le double de la moyenne française ! Plutôt logique, étant donné que les familles nombreuses y restent fortement présentes. On parle également souvent de ces grandes lignées qui ont fait son histoire, mais l'ancienneté d'installation — un tiers des habitants sont présents depuis dix ans et plus — se trouve là aussi dans la moyenne lyonnaise, assez loin derrière certains quartiers des 5^e et 6^e arrondissements.

Enfin, près d'un logement sur quatre à Ainay atteint cinq pièces ou plus, le double de la moyenne lyonnaise. Ce qui n'exclut pas la forte présence de petites surfaces, près d'un tiers des logements n'en contenant qu'une ou deux, accueillant une importante population étudiante.

Ainay. Bouillon de cathos

La rédaction - 20 mai 2025 mis à jour le 21 mai 2025

Découvrez les coulisses des services religieux à Ainay, où la tradition catholique et la modernité s'entremêlent à Lyon.



Chaque coin de rue d'Ainay abrite un lieu de culte, un café, une librairie, un lieu de réunion, de réflexion, tous unis sous le signe de la religion catholique. © Pierre Ferrandis

Ce dossier sur la face cachée d'Ainay est composé de trois autres articles :

- [Ainay. L'autre visage de l'un des plus anciens quartiers de Lyon](#)
- [Ainay. Aux racines de Lyon](#)
- [Extrême droite : Ainay en relais du Vieux-Lyon](#)

« L'Église est une maison pour tous, dont les portes sont toujours ouvertes ! » Dimanche matin, la voix du père Bertrand Chatain, curé de la paroisse, résonne dans la basilique romane d'Ainay quasi pleine, alors qu'il rappelle au cours de son homélie le bilan du pontificat de feu le pape François.

Un chef du Vatican souvent jugé moderne, peut-être trop pour certaines personnes de l'assemblée aux airs gourmés, cheveux grisonnants, foulards bien noués, ou jeunes gens en veste de chasse.

Il faut le voir, chaque coin de rue d'Ainay abrite un lieu de culte, un café, une librairie, un lieu de réunion, de réflexion, tous unis sous le signe de la religion catholique. *« Il y a une vraie vitalité chrétienne dans le quartier, il y a plusieurs centaines de bénévoles. Cela m'a surpris, mais il y a beaucoup d'étudiants, donc beaucoup de jeunes dans les célébrations, estime le père Chatain. La réputation d'Ainay comme étant un quartier bourgeois et fermé est usurpée, il y a finalement beaucoup de brassage. »* Pourtant, il faut aussi l'admettre, une partie du quartier reste attachée à la tradition.

Ainay, quartier des associations catholiques

Pour preuve, parmi la myriade de lieux de culte et de locaux d'organisations catholiques, c'est dans ce quartier que se trouve par exemple la branche lyonnaise des Associations familiales catholiques (AFC), une organisation pro-vie, contre le mariage pour tous et qui veut *« valoriser la famille fondée sur le mariage et ouverte à la vie comme chemin de bonheur et d'épanouissement de la personne »*. Mais aussi un local par ailleurs épinglé par nos confrères de Rue89Lyon pour avoir été loué par un groupuscule d'extrême droite, réputé violent : Lyon Populaire (voir la double page suivante).

LIRE AUSSI : [Lyon et les papes : 2 000 ans de liens étroits](#)

C'est au 12 bis rue Sala qu'est installée la Maison Sainte-Blandine, un lieu de formation et de rencontre dépendant de l'église Saint-Georges (située juste de l'autre côté de la Saône), où l'on enseigne donc le « rite romain extraordinaire », comprenez une messe traditionnelle en langue latine, dans laquelle le prêtre tourne le dos à l'assemblée.

Dans une autre rue discrète, le local d'un mouvement de jeunesse : les Scouts et Guides Saint-Louis. Ce mouvement purement lyonnais se constitue en 1972, et développe massivement son imaginaire autour du roi Louis IX, grand meneur de croisades en son temps. *« Il y avait vraiment une omniprésence de la religion. Plusieurs temps de prière par jour, se remémore un ancien du groupe, parti lorsqu'il avait 11 ans. Il y a, dans ce mouvement, une sociologie particulière et des idées qui se rapprochent, clairement, selon moi, de l'extrême droite. »*

Mais le quartier est loin de n'accueillir que des « cathos tradis ». Fondée également à Lyon un an plus tard (en 1973), la communauté du Chemin Neuf est implantée rue Henri-IV. Plus moderne, certes, mais aussi controversée. Le mouvement, identifié comme une communauté « charismatique », est régulièrement l'objet de saisines auprès de la Miviludes (Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires).

Les intellectuels d'Ainay

Ainay, c'est aussi là où se trouve une partie du campus de l'Université catholique, la zone est bouillonnante d'esprits vifs à la pointe de la théologie. Au 22 rue Sala, est implanté l'Institut des sources chrétiennes, lié au CNRS, qui traduit, édite et conserve dans une bibliothèque des textes fondateurs de la chrétienté. Voisin, l'Espace Saint-Ignace est un lieu de culte et de réflexion animé par les pères jésuites. *« Forcément, les jésuites, nous sommes impliqués dans le monde de l'éducation, plusieurs sont impliqués au centre scolaire Saint-Marc ou au centre Laennec avec les étudiants en médecine »*, rappelle le père Olivier Paramelle, supérieur de la communauté.

« Il y a aussi une vraie dimension sociale dans la paroisse », rappelle le père Chatain, citant notamment le bloc sanitaire à destination des personnes sans-abri, ouvert en septembre 2024. Rue Auguste-Comte, *« les sœurs Mère Teresa accueillent et logent des mères isolées avec enfants »*. Ce quartier a d'ailleurs vu grandir l'une des figures du catholicisme social, en la personne d'Henri Grouès, dit l'abbé Pierre, scolarisé à Saint-Marc et enfant d'une riche famille de négociants en

soie. C'est dans la chapelle du lycée qu'il est ordonné prêtre en 1938 avant de devenir une icône de la charité, puis l'un des symboles des dérives de l'Église.

LIRE AUSSI : [Comment la fac Catho va transformer Perrache](#)

Le Café Simone, coworking catho à l'identité complexe



Café Simone © Pierre Ferrandis

« Tu vois le pape François, il disait bien : “Ce n'est pas parce qu'un pape a dit quelque chose qu'il ne faut pas le remettre en question !” » « Après, le pape, il a traité de criminels les gens qui avortaient. Sur les questions d'euthanasie ou d'avortement, l'Église n'a jamais varié d'un iota. » Sabine et Geoffroy ne sont pas tout à fait d'accord. Autour de deux petites tables d'une étroite terrasse, rue Vaubecour, se sont retrouvés plusieurs membres du conseil d'administration du Simone, un café et coworking catholique créé en 2015, où s'organisent conférences, vernissages, concerts ou encore dîners de rencontre entre chrétiens et musulmans.

LIRE AUSSI : [Des messages anti-IVG placardés sur des Vélo'V, condamnations de la classe politique](#)

Le programme du lieu se concentre surtout autour de la doctrine sociale de l'Église, qu'ils appellent « la DSE », « et la pensée de Simone Weil (la philosophe, à ne pas confondre avec l'ancienne ministre Veil, NDLR) », précise Geoffroy, le président. À proximité de la gare Perrache et dans l'aisée rue Vaubecour, l'endroit est fréquenté par un public hétéroclite, « pas propre à Ainay », rappelle l'un des cofondateurs. Pourtant, le bistrot chrétien semble encore chercher son identité entre tiers-lieu branché ou chambre d'écho des valeurs traditionnelles de l'Église et du quartier.

Conférences polémiques au Café Simone

Le débat, en interne comme dans la presse, est d'autant plus animé que deux conférences particulièrement polémiques y ont pris place. Une première intitulée « Quels arguments rationnels contre l'avortement ? », invitait le 19 février dernier Matthieu Lavagna, un convaincu de la lutte pro-vie. Une manifestation féministe se tenait à l'extérieur. *« C'est un lieu intelligent, parce qu'il peut faire parler un catholique bien droitard avec une catholique écolo et féministe. Pour moi, c'est hyper intéressant. En revanche, organiser une conférence clairement contre le recours à l'avortement sans contradiction, il y a une démesure par rapport au projet initial »*, estime Grégoire Soual-Dubois de l'association catholique féministe Magdala, qui ne fréquente pas assidûment le café mais qui était présent lors de la conférence. *« Ça a été le point d'orgue de tensions qui existaient déjà auparavant »*, reconnaît Sabine, membre du bureau actuel, qui raconte, comme d'autres, avoir été *« vent debout contre la tenue de cette conférence »*, mais qui est finalement restée.

« Moi, j'ai toujours soutenu cette conférence. Notamment parce que j'ai l'impression que la question de l'avortement est interdite en France », soutient Geoffroy. *« Je veux noter l'extrême diversité qu'il y a, jusqu'au conseil d'administration. Moi, je me considère comme vraiment à gauche, mais il y a toutes les opinions »*, ajoute Valentine, la trésorière. *« Moi, ce qui me plaît ici, c'est le quotidien qui se vit, que ce soit un lieu de rencontre, des gens de la rue qui viennent et à qui on sert des cafés. C'est aussi ça qui m'a fait rester après cette période qui a été difficile »*, retrace Alice qui organise des soirées.

La seconde conférence invitait René Écochard, professeur en médecine à l'université Lyon 1, habitué des plateaux télé d'extrême droite, qui a soutenu son discours sur les différences entre les hommes et les femmes.

« Il y a une perte de qualité des relations qui existaient au Simone », affirme Paul Colrat, l'un des cofondateurs du lieu. Après avoir été actif au sein de la Manif pour tous, ce professeur de philosophie désormais établi à Beyrouth s'est mû en visage de la gauche chrétienne. Pour lui, *« le lieu n'a jamais eu vocation à être militant. C'est un espace de dialogue »*. Mais la différence qu'il voit entre la situation d'hier et celle d'aujourd'hui *« ce n'est pas seulement une espèce de changement d'opinion, c'est un problème de tact. Et la direction actuelle n'arrive pas à maintenir ce qui faisait l'essence du Simone, un dialogue entre des gens qui sont politiquement ennemis »*. Le professeur fait notamment référence à l'exclusion d'une membre, après les dissensions. *« C'est triste, mais les initiatives humaines ne sont jamais éternelles »*, philosophe-t-il.

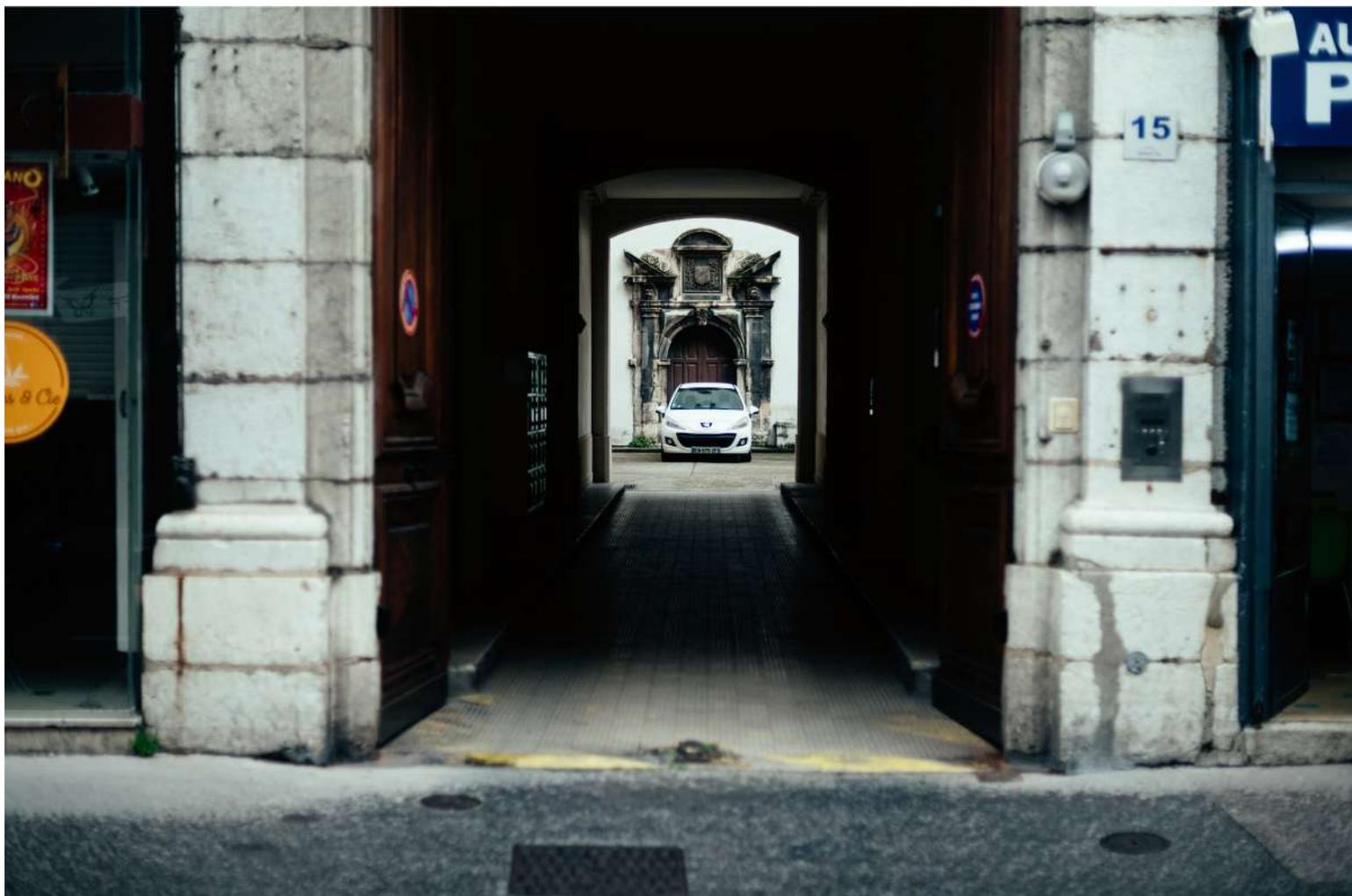
LIRE AUSSI : [Lyon : le bastion perdu de La Manif pour tous](#)

Les ponts sont aussi coupés avec l'association Magdala qui a appris qu'elle ne pourra plus tenir ses réunions dans le café, le lendemain de la parution chez nos confrères de Rue89Lyon et de Mediacités d'articles citant Grégoire Soual-Dubois qui critiquait la tenue de la conférence. *« Ils ont découvert qu'on était féministes »*, s'amuse ce dernier.

« Là-dessus, on n'est pas encore tous d'accord, c'était une suspension à l'origine », explique Sabine. *« Les gens du Comité de la Jupe (ancien nom de Magdala, NDLR) sont tout à fait les bienvenus à titre individuel, assure le président ; mais certains faisaient partie de la manifestation et nous ont insultés. »*

Ainay. Aux racines de Lyon

La rédaction - 20 mai 2025



Quartier d'ainay (Illustration) © Pierre Ferrandis

Ce dossier sur la face cachée d'Ainay est composé de trois autres articles :

- [Ainay. L'autre visage de l'un des plus anciens quartiers de Lyon](#)
- [Ainay. Bouillon de catho](#)
- [Extrême droite : Ainay en relais du Vieux-Lyon](#)

Au-delà des empires entrepreneuriaux, il y a les dynasties, ces grandes familles établies à Lyon depuis plusieurs siècles et dont la particule a bravé la fureur de la Révolution française. C'est le cas de l'une des plus connues, les Brac de la Perrière, qui a compté dans ses rangs deux échevins de Lyon au XVIII^e siècle, puis un bâtonnier de l'ordre des avocats, des militaires et officiers, plusieurs récipiendaires de la Légion d'honneur ; et [aujourd'hui encore, un député européen et un évêque auxiliaire de Lyon portent ce nom.](#)

Les liens de la famille avec le quartier sont si étroits que de petits Brac de la Perrière ont eu, à plusieurs reprises, le privilège d'incarner l'Enfant Jésus dans la crèche vivante de la basilique Saint-Martin d'Ainay.

La matrice de cette forte emprise de la noblesse et du clergé est à chercher dans l'Antiquité. Si [le général Plancus a fondé Lugdunum sur la colline de Fourvière](#), où débouchent voies romaines et aqueducs, où s'installent les institutions, où s'établit la garnison et où domine le théâtre antique, les Canabæ accueillent la vie civile et marchande au confluent du Rhône et de la Saône, alors situé à Ainay.

Plusieurs mosaïques antiques seront d'ailleurs découvertes dans le quartier, la dernière lors du creusement d'un ascenseur pour la station de métro Ampère – Victor-Hugo en 2014. Des fouilles archéologiques sont par ailleurs en cours rue Jarente après la découverte de signes d'occupation humaine remontant au I^{er} siècle.

Il est également attesté que plusieurs colonnes en granite du sanctuaire fédéral des Trois Gaules ont été réutilisées pour la construction de la basilique Saint-Martin d'Ainay, de la fin du XI^e siècle au début du XII^e siècle, elle-même bâtie sur les traces d'édifices religieux encore plus anciens.

La gare Perrache a changé le visage d'Ainay

Si l'entre-soi a longtemps été la règle, c'est que le quartier ne s'est désenclavé que sur le tard. Lorsque Antoine-Michel Perrache entreprend, à la fin du XVIII^e siècle, d'assécher puis de remblayer les lônes du Rhône, le confluent avec la Saône est repoussé de 2,5 km vers le sud. Mais cet espace gagné sur le fleuve sera physiquement séparé du reste de la Presqu'île par la construction de la gare de Perrache au milieu du XIX^e siècle.

Prolongé par-delà les eaux par deux viaducs ferroviaires couplés à deux ponts routiers, le quartier s'ouvre alors. Pendant longtemps, seul le pont du Rhône permettait de rallier la Presqu'île au Dauphiné. Mais son ouverture n'en a pas pour autant fait une destination, faute de grand équipement, de telle sorte que, si les quais Tilsitt et Joffre d'un côté et Gailleton de l'autre irriguent la Presqu'île, vous ne verrez pas les rues d'Ainay embouteillées.

Superblock à la barcelonaise avant l'heure, le quartier préfigure depuis des dizaines d'années la ville du quart d'heure, partageant avec la Croix-Rousse cette possibilité d'y vivre et de n'y manquer de rien sans jamais en sortir. Au point que la voiture y devient obsolète pour certains, à l'image du maire du 2^e arrondissement, Pierre Oliver (LR), qu'il est fréquent de croiser... à trottinette.

Et pour cause, alors que 81 % des ménages français possèdent au moins une voiture, les Lyonnais ne sont que 60 % dans ce cas, et les habitants du 2^e arrondissement 51 %.

Richesse et grandes familles

Contrairement aux rues de Brest, Édouard-Herriot ou de la République, dont les étages abritent plusieurs milliers de mètres carrés de bureaux, peu d'entreprises sous les hauts plafonds d'Ainay, mais de nombreux artisans, hôteliers et professions libérales.

Ainsi que quelques discrets sièges sociaux de sociétés ou des holdings dont les familles pèsent de plusieurs millions à plusieurs milliards d'euros : les frères Despinasse, à la tête des boucheries du groupe givordin Grand Frais (près de 400 millions d'euros de chiffre d'affaires) ; l'Institut Mérieux (4,3 milliards d'euros de chiffre d'affaires), mais aussi les fonds de placement et de gestion immobilière de la famille, père et fils, ainsi que l'une des résidences d'Alain Mérieux, avec vue sur la basilique s'il vous plaît !

Jusqu'à récemment, la holding de l'entrepreneur à succès Michel Reybier, dont la fortune avoisinerait les 2,4 milliards d'euros ; le domicile de Norbert Dentressangle, dont les fruits de la vente de son entreprise de transport à l'américain XPO Logistics en 2015 sont venus abonder la holding familiale, aujourd'hui à la tête de 3 milliards d'euros de participations et d'actifs immobiliers gérés depuis la rue Sainte-Hélène ; le groupe de fournitures pour professionnels Descours & Cabaud (4,7 milliards d'euros de chiffre d'affaires) et plusieurs holdings liées à ses familles fondatrices — de Grandry et Baguenault de Puchesse — et à son PDG actuel, William du Bouëxic de Pinieux.

« Ils auraient pu se faire construire une tour à la Part-Dieu, mais non, ils ont choisi de rester place Gensoul », salue Denis Broliquier. En 2021, l'Insee publiait une étude révélant la part des logements détenus par les ménages possédant cinq logements ou plus à l'Iris — échelle infracommunale équivalent à quelques pâtés de maisons. Tandis que ce taux s'établit à 12 % à Champvert dans le 5^e arrondissement ou à 16 % à la Sauvegarde dans le 9^e, certains des taux les

plus hauts se trouvent à Ainay : 52 % le long de la rue Vaubecour, 53 %, rue Auguste-Comte, 56 % aux abords de la place Carnot, 60 % rue Sala.

Le record lyonnais ? Près de 67 % autour de la place Bellecour. Parmi ces grands multipropriétaires, quelques grands noms dont Roger Caille, PDG de Jet Services jusqu'à sa vente en 1998 pour deux milliards d'euros, dont la famille possède un immeuble près de la place Ampère.

Extrême droite : Ainay en relais du Vieux-Lyon

La rédaction - 20 mai 2025



Le quartier d'ainay de nuit © Pierre Ferrandis

Ce dossier sur la face cachée d'Ainay est composé de trois articles :

- [Ainay. L'autre visage de l'un des plus anciens quartiers de Lyon](#)
- [Ainay. Aux racines de Lyon](#)
- [Ainay. Bouillon de catho](#)

Sur le mur jauni d'une impasse, une plaque gravée est apposée juste à côté de la porte d'un collège. Vissée en 2014, elle rappelle que sept hommes « le 28 juin 1944 ont passé leur dernière nuit » dans ce bâtiment. [Incarcérés par le chef du renseignement de la milice lyonnaise Paul Touvier](#), ils furent exécutés parce que juifs le lendemain, contre le mur du cimetière de Rillieux-la-Pape, et leurs corps criblés laissés gisants. Nous sommes impasse Catelin, au cœur du

quartier. Sans doute, pendant la guerre, Touvier trouva-t-il dans ce secteur quelque chose de son enfance, passée dans les milieux bourgeois et catholiques traditionalistes de Chambéry.

À quelques mètres de l'écriteau commémoratif, une gouttière recouverte d'autocollants politiques et footballistiques laisse apparaître une Totenkopf, la tête de mort qui servait d'insigne à la troisième Panzerdivision SS qui opérait notamment dans les camps de la mort. La proximité choquante entre ces deux symboles, l'un de la France qui reconnaît douloureusement son passé criminel, et l'autre des nerfs de la glorification du nazisme, révèle peut-être un tourment qui s'insinue dans l'identité complexe d'Ainay.

Un lycéen agressé pour avoir décollé un sticker, une femme frappée pour avoir porté une casquette de football antifasciste, un jeune homme roué de coups de matraque en marge de la Fête de la musique... Ces dernières années, la présence à Ainay d'individus de droite radicale, violents et organisés, [notamment le groupe Lyon populaire et son chef Éliot Bertin](#), héritiers du Bastion Social, ne fait plus de doute.

De là à en faire le nouveau Vieux-Lyon, qui était jusqu'à présent le terrain de jeu privilégié des groupuscules ? Éric Declais, militant du collectif Fermons les locaux fascistes, et Alain Chevarin, spécialiste de l'extrême droite et auteur de *Lyon et ses extrêmes droites*, nous expliquent en détail qui sont ces organisations violentes.



Stickers dans le quartier d'Ainay © Pierre Ferrandis



Stickers dans le quartier d'Ainay © Pierre Ferrandis



Stickers dans le quartier d'Ainay © Pierre Ferrandis

Éric Declais, membre du collectif Fermons les locaux fascistes

Que savez-vous sur la présence de groupes d'extrême droite à Ainay ?

« Ce qu'on sait, c'est que le groupe Lyon populaire a été hébergé dans un des fiefs de la religion catholique : l'AFC, juste à côté de la mairie du 2^e arrondissement. Il a été finalement éjecté, et [il est en cours de dissolution](#). Donc ses membres n'ont pas de local dans le quartier. Mais ils habitent par là, c'est leur quartier, et la présence de stickers montre un marquage du territoire, ils veulent montrer qu'ils sont chez eux et qu'ils occupent le terrain. À proximité, il y a le local de l'Action française, cours de Verdun-Perrache. Ce n'est pas officiel, mais cela fait deux ou trois ans qu'elle y est. Des réunions d'information y ont lieu tous les vendredis soir.

Comment expliquer le lien entre le quartier et l'extrême droite ?

Il y a, à Ainay, une très grosse implantation catholique avec des milieux très conservateurs, pas seulement, mais c'est tout de même important. Et puis, autour du quartier, il y a aussi des choses notables. Juste au sud, par exemple, il y a le prieuré Saint-Irénée, des cathos traditionalistes. Il y a l'Academia Christiana aussi. Et il y a des gens qui tournent dans toute cette nébuleuse-là.

La dissolution à venir de Lyon populaire a-t-elle des chances de rendre le quartier plus sûr ?

Nous, ce qu'on trouve surtout important, c'est que les locaux soient fermés. Un local, ça permet à ces personnes de s'organiser, de recevoir du public et de développer une idéologie. De ce point de vue là, Lyon populaire n'est pas concerné car il n'a plus de local. Sur la question de la dissolution spécifiquement, on pense que ça n'a pas d'impact, parce qu'il faut savoir que quand ce groupe mène des actions violentes et qu'il le revendique, c'est surtout sous l'appellation "Guignol Squad", un regroupement de fait, qui n'a pas vraiment d'idéologie. Le but de ses membres, c'est la castagne. Mais dans tous les cas, ce n'est pas parce que le groupe est dissous qu'il ne fait plus rien. Notre vigilance reste là, malgré la dissolution. »

Alain Chevarin, auteur du livre *Lyon et ses extrêmes droites*

On connaissait la réputation du Vieux-Lyon, mais il semble que les groupuscules d'extrême droite ne s'y confinent plus. Pourquoi ?

« Depuis quelques années, et en particulier depuis les dissolutions passées, les extrêmes droites, qui étaient très localisées dans le Vieux-Lyon, se déplacent partout, y compris dans la Presqu'île. Je pense qu'il y a une nouvelle stratégie. Jusque-là, elles avaient plutôt une logique de défense d'un endroit précis. C'est le cas dans d'autres villes d'ailleurs. Elles essaient de sortir du cadre strictement politique pour mener leur guerre culturelle un peu partout, ça suppose de se déplacer un peu plus.

Comment pourrait-on qualifier l'idéologie de Lyon populaire ?

Ce n'est pas strictement la même idéologie que des groupes identitaires comme [Les Remparts](#). Il y a dans l'extrême droite radicale deux courants qui se sont développés dans les années 1970 en partant de la même base. Lyon populaire, ce sont des nationalistes révolutionnaires, proches par exemple de CasaPound, en Italie. Mais il y a de plus en plus de rapports entre les deux mouvements, et également avec les jeunes de l'Action française.

Nous avons repéré dans Ainay des stickers qui faisaient directement référence au nazisme, Éliot Bertin s'est d'ailleurs déjà affiché avec un masque flanqué d'un symbole SS, est-ce classique ?

Je ne dirais pas que c'est classique. Il y a 10 ou 15 ans, les membres de ces groupes faisaient peut-être plus attention. Désormais, ça ne les gêne pas qu'il y ait des néonazis parmi eux. Ils ne se

revendiquent pas forcément comme ça pour autant. Les identitaires font peut-être plus attention que les nationalistes révolutionnaires.

Et quel lien avec le catholicisme ?

Incontestablement, il y a des liens entre les groupuscules et des catholiques intégristes. Pas forcément des liens revendiqués et reconnus, mais c'est évident par leurs slogans et leurs implantations ; et puis, quand il se passe un événement dans une église intégriste, c'est les groupes d'extrême droite qui vont faire le service d'ordre. »

Et dans les urnes ?



(Image d'illustration) © Susie Waroude

Si l'addition du score des listes de droite a atteint des pics à 85 % dans le 2^e arrondissement, les choses se sont rééquilibrées avec l'installation à la Confluence de plusieurs milliers de personnes, dont une proportion importante de bénéficiaires de logements sociaux. Lors des élections municipales de 2020, c'est d'ailleurs le candidat écologiste Valentin Lungenstrass qui est arrivé en tête (23,5 %) au bénéfice de la division des voix à droite et au centre (59,8 % en cumulant les quatre listes occupant ce créneau), avant que Pierre Oliver ne l'emporte par 55,1 % des voix.

En revanche, l'extrême droite y reste contenue. Jean Marie Le Pen y réalisa en 2002 des scores inférieurs à sa moyenne nationale au premier comme au second tour. Aux dernières européennes, le RN n'y a recueilli que 13,8 % contre 31,3 % au national. À l'exception notable d'Éric Zemmour, qui a atteint jusqu'à 19,5 % dans plusieurs bureaux de vote d'Ainay lors de la présidentielle 2022, soit près du triple de son score national (7 %). « Ça peut s'expliquer par le côté catho tradi d'une Marion Maréchal », se risque Denis Broliquier.

Clément Drognat-Landré, porte-parole de La rue est à nous Lyon, est l'invité de 6 minutes chrono / Lyon Capitale.

La ZTL de Lyon (zone à trafic limité) décidée par les écologistes qui entrera en vigueur le 21 juin fait des mécontents de tous bords. Depuis des semaines, les Défenseurs de Lyon, une association qui regroupe principalement des commerçants, alertent sur l'impact sur la fréquentation de la Presqu'île qu'aura cet outil. La rue est à nous, un collectif qui milite pour un rééquilibrage de l'espace public, déplore de son côté les trop nombreuses concessions des écologistes par rapport à l'objectif initial. *"Sur le rééquilibrage de l'espace public on aurait sans doute pu être plus ambitieux et on aurait pu piétonniser réellement"*, regrette Clément Drognat-Landré, le porte-parole de ce collectif.

"Il y a sans doute eu une certaine frilosité qu'on regrette également par rapport à des oppositions très vocales. Ce n'est d'ailleurs pas le seul sujet sur lequel il y a eu des petits retours en arrière. On pense aux voies lyonnaises notamment où il n'y aura pas du tout le kilométrage annoncé en début de mandat", appuie Clément Drognat-Landré.

La retranscription intégrale de l'entretien avec Clément Drognat-Landré

Bonjour à tous et bienvenue, vous regardez 6 minutes chrono, le rendez-vous quotidien de la rédaction de Lyon Capitale et aujourd'hui nous accueillons Clément Drognat-Landré. Vous êtes porte-parole à Lyon du collectif La rue est à nous, un collectif qui plaide pour une meilleure répartition de l'espace public, d'une certaine manière vous allez être exaucé à Lyon puisque en juin va entrer en vigueur la ZTL, zone à trafic limitée qui finalement va restreindre l'accès aux rues de la presqu'île aux seuls habitants et à quelques professionnels qui auront une dérogation pour circuler dans la presqu'île. Les écologistes ne veulent pas employer le mot piétonnisation, est-ce que vous vous considérez que c'est une piétonnisation ou qu'ils ont raison c'est pas du tout une piétonnisation ?

On considère effectivement que ce n'est pas une piétonnisation, on le regrette d'ailleurs, on pense que la majorité aurait pu aller plus loin dans le rééquilibrage de l'espace public. La zone à trafic limitée effectivement elle limite l'accès à la presqu'île à un certain nombre de personnes, elle garantit quand même encore l'accès à beaucoup d'ayants-droits et de piétonnisation en réalité il y en aura assez peu, il y a effectivement le nord de la rue de la République, il y a quelques petits bouts de rues ici ou là qui sont un peu piétonnisés, un peu végétalisés, mais sur le rééquilibrage de l'espace public on aurait sans doute pu être plus ambitieux et on aurait pu piétonniser réellement.

Vous auriez fait comment vous, vous y seriez pris comment ? Pas l'autorisation pour tout le monde du matin et carrément des axes fermés ?

Sur la piétonnisation, on pense qu'il fallait une magistrale piétonne réellement de la confluence jusqu'à la Croix-Rousse. Ensuite, il aurait fallu plus végétaliser, plus piétonniser et pas le petit patchwork qu'on a fait à droite à gauche. Sur la zone à trafic limitée effectivement on aurait un petit peu changé les règles, on aurait limité l'accès le matin. Je pense qu'à terme ce serait aussi bien qu'on envoie des signaux notamment aux opérateurs de la logistique en leur disant que s'ils peuvent livrer en électrique c'est mieux et du coup en gardant un créneau pour la livraison électrique ou en tout cas la cyclo-logistique par exemple mais la livraison zéro émission moteur plutôt que tout type de véhicule. Effectivement on aurait aussi fait une zone à trafic limité plus large, plus grande. Là le périmètre est quand même très restreint. Il n'y avait pas de

raison à notre sens que ça n'aille pas au moins jusqu'à Perrache voire même jusqu'à la confluence.

Comment vous expliquez que les écologistes ne soient pas allés au bout de votre projet ou en tout cas au bout d'un projet de piétonnisation qu'on soit sur cet aménagement hybride c'est que finalement ils ont intégré certaines revendications d'opposants, de commerçants, d'habitants peut-être de la presqu'île. Comment vous expliquez cette timidité ?

Je pense qu'il y a plusieurs explications sur cette timidité. D'une part il y a le fait que ce soit quand même un dispositif relativement nouveau en France pas forcément compris par tous et toutes, pas forcément connu. Donc je pense qu'il y a eu une volonté de commencer sur quelque chose de pas trop important ce qu'on peut regretter par ailleurs. Et ensuite effectivement il y a sans doute eu une certaine frilosité qu'on regrette également par rapport à des oppositions très vocales. Ce n'est d'ailleurs pas le seul sujet sur lequel il y a eu des petits retours en arrière. On pense aux voies lyonnaises notamment où il n'y aura pas du tout le kilométrage annoncé en début de mandat. Les commerçants et les commerçantes, on en a beaucoup entendu, à titre personnel je ne suis pas sûr que ce soit une majorité qui soit opposée à la zone à trafic limitée mais en tout cas on en a beaucoup entendu exprimer leur opposition. Nous ce qu'on rappelle à la rue est à nous, c'est que ce genre de dispositif, la zone à trafic limitée mais en règle générale, les politiques qui visent à rééquilibrer le partage de l'espace public qui visent à remettre les gens réellement dans la ville et à leur permettre de se réapproprier l'espace ce sont des politiques qui profitent toujours aux commerçants et commerçantes.

Quand vous regardez par exemple ce qui peut exister à l'étranger notamment en Italie, pays pionnier sur les ZTL, il n'y a pas un effondrement des commerces ?

Tout à fait, en réalité même leur chiffre d'affaires, leur bénéfice augmente quand on rend la place aux gens puisque les clients sont plus souvent à pied ou à vélo ou même en transport en commun qu'en voiture, notamment dans les centres-villes. Vous parliez de l'Italie, c'est totalement vrai mais si je prends par exemple la zone à trafic limitée qui s'appelle zone de circulation restreinte à Gand en Belgique, ça a aussi mené à une énorme augmentation des ventes des commerces à Copenhague, à Madrid, vraiment partout où c'est arrivé en Europe mais aussi en France quand il y a des politiques relativement similaires ça a bénéficié aux commerçants et commerçantes.

Pour vous il y a un biais français, un attachement français à la voiture ?

Je ne sais pas s'il y a un attachement français à la voiture, je pense que nos villes se sont développées autour de la voiture et que là on essaye de sortir petit à petit de ça parce qu'on est plus au fait des problématiques que la voiture entraîne que ce soit des problématiques de pollution atmosphérique, de sécurité routière, d'accès à la ville. Je pense que certains, les dispositifs s'ils marchent bien en Italie notamment c'est parce qu'ils sont connus et qui sont ancrés dans la culture du pays pas en France encore. Je ne pense pas qu'en France on soit incapable de mener des politiques de la sorte et qu'on soit particulièrement attaché à la voiture. Je pense qu'il y a des craintes qui sont fondées et légitimes pour certains usages, pour certaines personnes qui ne peuvent pas se passer de la voiture notamment les ouvriers mais aussi des personnes à mobilité réduite par exemple. Je pense que si on arrive à permettre à ces personnes d'utiliser leur voiture et à être débarrassé de tout le trafic de gens qui peuvent utiliser des solutions alternatives on en sortira gagnant.

Lyon 2^e • Les rues Port du Temple et de l'Ancienne-Préfecture toujours en travaux

Si la première, rénovée pour en faire une zone de rencontre, a été inaugurée en juin 2024 et s'est ouverte à la circulation dans le sens quai des Célestins - place des Jacobins, elle n'a encore guère été utilisée. Elle ne l'est que le soir et la nuit, depuis plusieurs semaines, à la suite de la réfection complète du dispositif en sous-sol de l'écoulement des eaux. Un chantier qui interroge riverains et conducteurs, car ils estiment que ces travaux auraient pu être faits avant la rénovation qui a coûté 507 000 €. Confié à l'entreprise Gantelet Galaberthier, qui œuvre avec cinq professionnels, le chantier doit s'achever à la fin du mois de mai et la rue devrait donc être rendue à la circulation. Ceci est important car, du côté de la rue de l'Ancienne-Préfecture, où la circulation inversée est prévue de la place des Jacobins au quai des Célestins, cette entreprise doit y effectuer la même opération et au vu de la longueur de la voie, sa fermeture en journée devra donc se prolonger durant plusieurs semaines. Au regard des travaux dans le secteur Grenette/Jacobins, le passage routier entre Rhône et Saône reste actuellement délicat, sans parler de l'activation de la zone à trafic limité en Presqu'île, annoncée le 21 juin.

Le Progrès – 18 mai 2025

Lyon 2^e • 180 écoliers ont obtenu leur permis Internet

Les écoles Lucie-Aubrac, Eugénie-Brazier, Chevreul, Condé, Lamartine, Michelet et Germaine Tillon ont tenu, cette année, à répondre à l'invitation de leur maire d'arrondissement visant à consacrer quelques cours à l'éducation numérique : 6 à 7 heures d'enseignement interactif. « Avec l'aide de l'association Axa prévention, une mallette leur a été délivrée comprenant un livret pédagogique enfant/parents pour chaque élève de CM2, un poster, un CD de formation et de témoignages, une fiche d'examen et le fameux permis en cas de réussite », explique Pauline Grosjean, adjointe parcours de l'enfant. Ce vendredi 16 mai, rue d'Enghien, 180 élèves et leurs professeurs ont été félicités à tour de rôle par leur maire, Pierre Oliver. « Je sais maintenant qu'il me faut parfois l'accord de mes parents et que je dois éviter les choses qui ne sont pas pour mon âge », confie Clément, 10 ans. Quant à Joséphine, 11 ans, qui passe environ 1 heure par jour devant l'écran, « faire attention à ne pas donner prises aux arnaques, harcèlements et manipulations est devenu son nouveau souci. »



À Chevreul, des élèves heureux d'avoir approché le numérique via des codes de prévention. Photo Michel Nielly

Lyon • Des jeunes sèment le trouble en Presqu'île : quatre interpellations

Ce samedi en fin d'après-midi, plusieurs dizaines de jeunes, ont semé la pagaille dans l'hypercentre de Lyon. Nous avons pu constater que des pétards ont été lancés par des adolescents qui se trouvaient aux abords du McDo, du côté rue de la République. Ils semblaient avoir pour objectif de provoquer les forces de l'ordre, qui encadraient la manifestation. Un pétard qui a explosé dans une rue de la République bondée a ainsi brièvement provoqué un mouvement de foule. À l'approche des policiers, qui se sont déployés au niveau de la rue de la République, les jeunes ont rapidement pris la fuite, notamment en direction de la place des Jacobins. « On tient des stands pour les enfants, on est obligé de tout plier à cause du bordel que vous faites, vous trouvez cela normal ? » les a interrogés Pierre Oliver, maire (LR) du 2^e, qui était avec des parents d'élèves de l'école Lamartine. Une scène que celui qui est aussi candidat aux municipales 2026 a partagée sur ses réseaux sociaux en précisant que son équipe mènera une « politique de sécurité puissante » (sic). Interrogée par *Le Progrès*, la préfecture a confirmé « une concentration de jeunes en Presqu'île » qui ont « engendré des troubles ». La police a procédé à quatre interpellations.

● A.-L.W.

Le Progrès – 25 mai 2025

Lyon : l'oeuvre éphémère de la place Bellecour peine à convaincre les Lyonnais

• 18 mai 2025 À 18:05 par La rédaction



Tissage urbain sur la place Bellecour à Lyon.

Alors que le soleil brille ce week-end à Lyon, les Lyonnais sont nombreux sur la place Bellecour. Ouverte depuis peu, l'oeuvre éphémère installée sur la place peine pourtant à convaincre.

"Déception", "pas vraiment utile", "étrange", les Lyonnais ne sont pas tendres avec l'oeuvre éphémère installée sur la place Bellecour (2e arr.). Ouverte au public depuis quelques jours seulement, elle anime pourtant tous les débats politiques depuis plusieurs semaines. Si ce "Tissage urbain" sera officiellement livré en juillet, on peut d'ores et déjà déambuler sous les toiles orangées ou s'asseoir quelques minutes sur les assises mises à disposition.

"Peut-être qu'avec le temps on finira par s'habituer"

C'est le cas ce dimanche 18 mai d'Océane et Lucie, deux étudiantes lyonnaises qui ont voulu profiter du beau temps. "Je trouve la forme assez surprenante. S'ils voulaient vraiment faire de l'ombre sur la place, il fallait peut-être que ça soit plus opaque", lance l'une d'elles. Et son amie d'ajouter : "Et puis surtout, selon le moment de la journée, on n'a pas forcément d'ombre du tout. Après ça reste sympa si on veut se poser quelques temps."

Proposition



10 |

Antoine Jolyot, Tisserand, AIA, RIDEAU, P

Tissage Urbain
Conception Réalisation d'une installation artistique temporaire - Place Bellecour - 2ème arr.

VILLE DE LYON

Pour rappel, cette œuvre éphémère doit désormais rester cinq ans sur la place Bellecour. 1,5 million d'euros lui a été alloué par la Ville de Lyon, dont 300 000 euros pour l'entretien, après un appel d'offres lancé dans le cadre du budget participatif, où les Lyonnais avaient plébiscité une végétalisation de la place (rendue impossible en raison de différentes contraintes techniques dont le métro et un parking : Ndlr).

Mais force est de constater que cette dernière ne fait pas l'unanimité. *"Je ne trouve pas ça vraiment utile et, entre nous, ce n'est pas très beau"*, lance Fabrice. À ses côtés, sa femme évoque sa *"déception."* *"On espérait tous des arbres, des plantes, de la nature quoi"*, déplore-t-elle. D'autres sont beaucoup plus virulent. *"C'est une honte. Ça coûte cher et ce ne sont pas les trois voiles qui vont diminuer la chaleur au moment des canicules. On se moque du monde"*, assène Jean-François, retraité. Sa femme Sylvie se veut quant à elle plus mesurée : *"Moi je préfère quand même traverser la place sous ces voiles plutôt qu'en plein soleil."*

Alors, s'agit-il de curiosité ou d'un réel intérêt ? En-tout-cas les Lyonnais sont nombreux ce dimanche autour du tissage urbain. *"Peut-être qu'avec le temps on finira pas s'habituer"*, conclut Sylvie.

Lyon : La Poste lance sa première édition de la Fête de l'Écrit le 21 mai

• 18 mai 2025 À 13:33 par Clémence Margall



Pour la première fois, La Poste organisera sa Fête de l'Écrit le 21 mai prochain à Lyon, mais aussi Paris, Nice, Toulouse et Lille.

Une journée pour célébrer l'écrit et le partage. La Poste organisera en effet le 21 mai prochain sa première édition de la Fête de l'Écrit à Lyon, mais également à Paris, Toulouse, Nice et Lille. Dans la capitale des Gaules, l'événement se déroulera au bureau de poste Lyon Bellecour, place Antonin Poncet (2e arr.) dès 10h30.

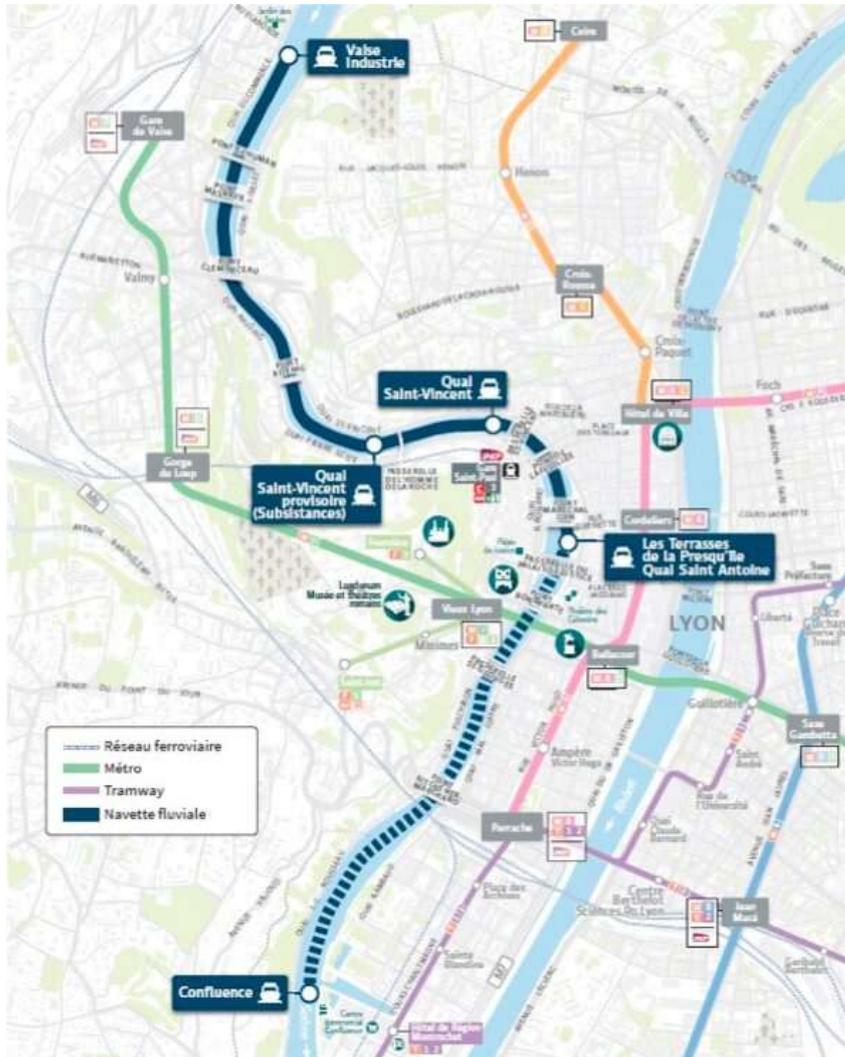
Pour l'occasion, les cinq bureaux de poste se transformeront *"en lieux d'inspiration, de partage et de création, grâce à des ateliers d'écriture accessibles, ouverts, populaires. Une invitation à nouer et renouer avec le plaisir d'écrire et à créer des liens avec les autres."*

Lire aussi : [Lyon : contre la fermeture du bureau de poste de Jean Macé, syndicats et députés se mobilisent](#)

Lyon : il sera possible d'embarquer à bord des navettes fluviales dès le 18 juin



Les premières navettes fluviales TCL mises en service en juin 2025. ©GM



• 20 mai 2025 À 10:10 par Loane Carpano

A partir du 18 juin, les usagers TCL pourront rejoindre Confluence, la Presqu'île et Vaise Industrie à bord des navettes fluviales "Navigone".

Il sera possible d'embarquer à bord des navettes fluviales dès le 18 juin prochain. C'est ce qu'a annoncé le président de la Métropole de Lyon Bruno Bernard sur ses réseaux sociaux. Nommée "Navigone", la navette permettra de relier Vaise Industrie à Confluence par la Saône, en passant par le quai Saint-Vincent et le quai Saint-Antoine.

Comprises dans l'offre TCL, les navettes fluviales seront à quai toutes les quinze minutes. Il faudra également compter quinze minutes pour rejoindre Confluence depuis Vaise Industrie et inversement. Avec 70 à 90 places par embarcation, le service vise 560 000

Lyon : plusieurs centaines de motards mobilisées sur la place Bellecour pour dénoncer la ZFE

• 17 mai 2025 À 18:03 - Mis à jour le 19 mai 2025 À 08:36 par Clémence Margall



À l'appel de la Fédération Française des Motards en Colère (FFMC), plusieurs centaines de motards se sont mobilisées ce samedi 17 mai à Lyon. @CM

Organisée par la Fédération Française des Motards en Colère, une mobilisation contre la Zone à Faibles Émissions (ZFE) s'est déroulée ce samedi 17 mai sur la place Bellecour de Lyon.

"Aujourd'hui, c'est exceptionnel, c'est historique", lance Christophe, porte-parole de la Fédération Française des Motards en Colère (FFMC) du Rhône. La FFMC, conjointement avec le collectif des Défenseurs de Lyon et plusieurs élus dont Bastien Joint et Gilles Gascon, appelait à une grande mobilisation ce samedi 17 mai sur la place Bellecour pour dénoncer la Zone à Faibles Émissions (ZFE) dans la métropole lyonnaise.

"On est sorti de la bulle des motards"

Le rendez-vous était donné à 14 heures et, sous un beau ciel bleu, plusieurs centaines de motards, commerçants et riverains étaient réunies pour dénoncer les mesures "liberticides" de la Ville et de la Métropole de Lyon. "C'est véritablement l'acte 2 de notre mobilisation, explique toujours Christophe, depuis le départ, on travaille avec tout le monde, pas simplement les motards. Et on le voit aujourd'hui, on est sorti de la bulle des motards. Elle a explosé et

maintenant, les commerçants et les automobilistes nous ont rejoint." Les amateurs de deux-roues étaient particulièrement remontés, mais se sentent aussi désarmés. L'une d'entre eux confie : "Avec mon travail, je me déplace beaucoup. J'ai une moto MP3 et malheureusement, pour un détail sur ma carte grise, elle est considérée comme Crit'Air 3 alors que je l'ai achetée en 2011. Mais je n'ai pas le choix donc je l'utilise malgré l'interdiction."

Tous assurent être, eux aussi, pour une meilleure qualité de l'air, mais refusent "l'écologie punitive" mise en place par les collectivités écologistes et souhaitent "des mesures adaptées afin que tout le monde puisse circuler." Aux côtés des manifestants, plusieurs élus farouchement opposés à la ZFE, mais également la Zone à Trafic Limité (ZTL), ont apporté leur soutien à la mobilisation. [Bastien Joint, élu de Caluire-et-Cuire](#), s'est ainsi félicité des 2 000 signatures récoltées pour sa pétition lancée en avril dernier, tandis que Gilles Gascon, maire de Saint-Priest, a estimé que la Ville et la Métropole de Lyon avaient instauré "la ZFE la plus injuste de France." Pour l'occasion, le maire de Saint-Brest (Hérault), Laurent Jaoul, avait fait le déplacement après que la Métropole de Montpellier a décidé de suspendre jusqu'en 2027 toute contravention sur les véhicules les plus polluants entrant dans sa ZFE. "C'est un exemple à suivre", a renchéri Gilles Gascon.

À leurs côtés, [le collectif des Défenseurs de Lyon](#) a également voulu faire entendre ses revendications par la voix de son porte-parole, Christophe Cédac, propriétaire des deux cafés 203. "La Presqu'île représente 700 millions d'euros de chiffre d'affaires, mais avec la ZTL, qui est une fermeture pure et simple de Lyon, les commerçants perdent entre 10 % et 40 % de leur propre chiffre d'affaires ! Il faut se mobiliser pour que notre biodiversité économique soit protégée", a-t-il lancé et vivement applaudi par la foule. Et de conclure : "Nous avons un seul objectif : libérer Lyon."

Actu Lyon – 23 mai 2025

Travaux à Lyon : Grégory Doucet répond aux commerçants en colère et défend les aménagements

Invité sur le plateau de BFM Lyon pour une émission spéciale, le maire de Lyon Grégory Doucet s'est de nouveau exprimé sur les travaux engagés en ville et en Presqu'île.



Des travaux en Presqu'île critiqués par certains commerçants et défendus par Grégory Doucet. (©Nicolas Zaugra/ actu Lyon)

Par [Ludivine Caporal](#) Publié le 23 mai 2025 à 9h51

Sa ligne de défense ne bouge pas.

Le maire écologiste de Lyon, **Grégory Doucet**, a [une fois de plus défendu les nombreux travaux engagés en ville](#) par son équipe et celle de la Métropole à l'occasion d'une émission spéciale de *BFM Lyon*.

Sur le plateau de télévision, face aux journalistes et à quelques Lyonnais sélectionnés, l'édile s'est exprimé au sujet des aménagements terminés ou en cours, régulièrement [pointés du doigt par de nombreux commerçants](#) qui les jugent **source de perte de chiffre d'affaires et de fréquentation**.

« C'est ça qui fera la différence »

Interrogé notamment sur [la situation du commerce en Presqu'île](#), dont on sait par exemple que [le taux de vacance a augmenté](#) ces dernières années, Grégory Doucet a maintenu ses précédents propos en réaffirmant **la nécessité des chantiers lancés**.

Partout dans le pays il y a de nouveaux phénomènes de consommation, un e-commerce en plein boom et Lyon ne fait pas exception. La question est donc de savoir comment on répond à ces phénomènes et je crois justement que c'est ce que nous sommes en train de faire. Vous avez cité la Presqu'île mais je pense aussi à la Croix-Rousse rue du Mail ou à l'avenue des Frères Lumières dans le 8e, où l'objectif est d'embellir le cadre de vie et de rendre l'acte de "magasinage" beaucoup plus agréable. C'est ça qui fera la différence.

Pas de commentaire sur les affiches « Doucet m'a tuer »

Dernièrement, [des affiches avec écrit « Doucet m'a tuer »](#) ont d'ailleurs été placardées un peu partout dans le centre-ville. Évènement que le maire de Lyon s'est refusé à commenter sur le plateau de nos confrères, préférant réitérer son discours global.

« Ce qui m'importe, c'est la prospérité économique de la ville. Ce que je vous dis, c'est que les aménagements qu'on est en train de réaliser amènent de la qualité dans le cadre de vie et de ce fait sont de nature à rendre la ville **plus attractive**. Et c'est d'ailleurs le cas : le flux sur la Presqu'île a augmenté ces derniers mois », a-t-il assuré avant d'être emmené sur d'autres sujets brûlants tels que l'affaire des chargés de mission pour laquelle il avait été [placé en garde à vue en avril dernier](#).

Le top 10 des rues les plus chères

Alors que l'immobilier est en crise et que les prix ont baissé à Lyon, *Le Progrès* vous fait découvrir les rues les plus chères de Lyon en 2025. Malgré la conjoncture difficile, certaines artères de la ville tirent leur épingle du jeu, ciblées par une clientèle qui n'a pas peur d'y mettre le prix.

À u 1^{er} mai 2025, le prix moyen au m² à Lyon était de 4 405 € pour les appartements et de 5 959 € pour les maisons, selon le baromètre SeLoger/Meilleurs agents.

Il existe pourtant de fortes disparités selon les quartiers, avec des appartements à vendre autour de 2 000 €/m² dans certains secteurs quand d'autres dépassent les 6 000 €/m².

Certaines rues de la capitale des Gaules sont réputées pour être particulièrement prisées par une clientèle aisée, prête à mettre le prix pour un emplacement unique. C'est justement celles qui nous intéressent. On vous dévoile les 10 rues les plus chères de Lyon.

10

Passage de l'Argue (Lyon 2^e)
- 5 887 €/m²

On démarre ce top 10 par une rue qui n'en est pas vraiment une. Puisqu'il s'agit du passage de l'Argue, cette artère couverte qui relie la rue de la République à la rue de Brest en traversant la rue Edouard-Herriot. Plus que des logements, ce sont surtout des commerces qui jalonnent ce passage.

On y trouve pêle-mêle des échoppes de parapluies, de montres, de chapeaux ou encore de couteaux.

Même s'il n'est pas bon marché, le lieu vaut assurément le détour.

9

Quai Saint-Antoine (Lyon 2^e)
- 5 944 €/m²

Le quai le plus « hype » de Lyon devait forcément intégrer



La rue la plus chère de Lyon a de quoi séduire avec ses façades soignées et ses boutiques de luxe. Photo d'archives Frédéric Chambert

ce classement. Sur la presqu'île, le quai Saint-Antoine abrite certains des commerces les plus huppés de la ville. Et les logements avec vue sur Fourvière et la Saône s'arrachent à prix d'or. Il faut dire que le marché qui se tient tous les matins sur le quai est réputé au-delà des frontières de la ville.

8

Rue Malesherbes (Lyon 6^e)
- 5 977 €/m²

Direction le 6^e arrondissement pour la 8^e place du classement. Entre l'avenue de Grande-Bretagne et la place Lyautey, la rue Malesherbes fait sensation avec ses beaux immeubles d'inspiration haussmannienne.

Le parc de la Tête d'Or est à quelques pas, les berges du Rhône aussi, pas étonnant que les prix s'y négocient à 5 977 €/m².

7

Rue Coignet (Lyon 3^e)
- 5 997 €/m²

On part maintenant à l'opposé. Direction Montchat, à

l'est de la ville. Le quartier résidentiel le plus couru de Lyon alterne entre maisons cossues, résidences bien entretenues et parcs arborés.

Pas étonnant que la rue Coignet, toute proche de l'hôpital Edouard-Herriot, soit parmi les plus plébiscitées.

Les logements s'y arrachent en moyenne à 5 997 €/m².

Attention à ne pas la confondre avec la rue Stéphane-Coignet, dans le 8^e arrondissement.

Celle-ci est nettement moins attrayante : son prix moyen au m² dépasse à peine les 2 700 €.

6

Avenue Esquirol (Lyon 3^e)
- 5 997 €/m²

On reste à Montchat, tout près de la rue Coignet, avec l'avenue Esquirol, artère bien connue du quartier.

Au sud de l'avenue, l'hôpital des armées Desgenettes fait face à un bel alignement de maisons des années 1930, au nord.

Parmi elles, se trouve la splendide Villa Berliet, du nom de l'inventeur de la célèbre marque automobile.

Des maisons qui s'arrachent à prix d'or, avec un prix moyen de 5 997 €/m².

5

Rue Claude-Farrère (Lyon 3^e)
- 5 997 €/m²

Décidément, Montchat a la cote. Le quartier à l'est de la ville classe trois rues dans ce palmarès. Bordée de maisons huppées dont certaines avec piscine, la rue Claude-Farrère relie deux hôpitaux, celui du Vinatier à celui d'Edouard-Herriot, ce qui explique pourquoi elle est prisée par les médecins. Il faut déboursier en moyenne 5 997 €/m² pour y vivre.

4

Cours Franklin-Roosevelt (Lyon 6^e)
- 6 046 €/m²

On rentre dans le haut du panier avec les rues qui franchissent la barre des 6 000 €/m²! Avec ses alignements de platanes, ses contre-allées et ses commerces raffinés, le cours Franklin-Roosevelt est un des axes majeurs du 6^e arrondissement.

Ses immeubles à l'architecture soignée sont prisés par une clientèle en quête d'une adresse exclusive, dont le prix moyen s'élève à 6 046 €/m².

3

Avenue Maréchal-Foch (Lyon 6^e)
- 6 050 €/m²

On reste dans le 6^e arrondissement! Sur la troisième marche du podium, l'avenue Maréchal-Foch compte parmi les plus prestigieuses. Ses portes cochères, ses immeubles à l'architecture raffinée, ses commerces haut de gamme et la proximité de l'emblématique place Maréchal-Lyautey font d'elle un emplacement privilégié. Les appartements s'y négocient en moyenne à 6 050 €/m².

2

Rue Childebert (Lyon 2^e)
- 6 063 €/m²

On se rapproche de la tête du classement! Direction la Presqu'île, avec une rue que vous avez forcément traversée. Elle relie les quais du Rhône à la place des Jacobins en passant par la rue de la République; c'est la rue Childebert! Sa situation idéale lui vaut les faveurs d'une clientèle à la recherche d'une hypercentralité. Un luxe qui a un coût : 6 063 €/m².

1

Rue Gasparin (Lyon 2^e)
- 6 166 €/m²

La rue la plus chère de Lyon est en Presqu'île. Son point fort : un emplacement idéal, entre la place des Jacobins et la place Bellecour. Avec ses boutiques de luxe, ses immeubles soigneusement ravalés, la rue Gasparin est définitivement une rue d'excellence. Un luxe qui a un coût : 6 166 €/m², que sont prêts à déboursier les acquéreurs les plus aisés, en quête de l'adresse la plus exclusive de Lyon. C'est toutefois 1 000 €/m² de moins qu'il y a deux ans...

● **Nicolas Forquet**

Découvrez chaque dimanche sur leprogres.fr un de nos Tops 10.

Lyon. L'habitante qui déteste la grande roue de Bellecour veut faire payer la mairie, la justice a tranché

La cour administrative de Lyon a désavoué une habitante de la place Bellecour, qui voulait être indemnisée par la Ville pour les "malaises" provoqués par la grande roue.

Cet article est réservé aux abonnés



Une habitante a été désavouée par la justice alors qu'elle réclamait plus de 27 000 euros à la Ville de Lyon se plaignant des nuisances de la grande roue place Bellecour. (©Nicolas Zaugra/ actu Lyon)

Par [Rédaction Lyon](#) Publié le 18 mai 2025 à 6h54

La cour administrative de [Lyon](#) a désavoué [la propriétaire d'un appartement de la place Bellecour, qui voulait être indemnisée](#) par la Ville de Lyon (Rhône) pour les « malaises » provoqués par la grande roue.

Chaque hiver depuis 2006, **cette grande roue** s'installe en effet sur la [place Bellecour](#) et, comme chaque hiver depuis 2008, Céleste vit le même calvaire. « L'effet stroboscopique du clignotement des lumières » de l'attraction foraine pénètre dans son appartement, situé à l'est de la place Bellecour, jusqu'à lui provoquer un « malaise général. »

Elle forme un recours en justice tous les quatre ans pour être indemnisée

« Le vertige optocinétique dont elle souffre, sous l'effet de ce stimulus visuel perpétuellement en mouvement, se traduit par une sensation de mal de mer, des aberrations d'origine sensorielle, ainsi qu'une fatigue qui réduit son efficacité personnelle et professionnelle et entraîne des difficultés relationnelles », résume la cour administrative d'appel de Lyon dans un arrêt en date du 3 avril 2025 qui vient d'être rendu public.

Du fait de ses « insomnies », de sa « fatigue », de ses « vertiges » et ses « migraines », Céleste a même développé une « incapacité de travail de 15 % ».

Depuis qu'un « médecin-expert » a « formellement » fait le lien entre les deux, elle forme donc un recours en justice tous les quatre ans pour être indemnisée par la ville de Lyon de ses « souffrances physiques et morales et des troubles dans ses conditions d'existence ». La « prescription quadriennale » limite en effet à quatre ans le délai d'action en justice.

L'habitant réclame 27 800 euros

Entre 2011 et 2016, le tribunal administratif de Lyon avait donc condamné la ville de Lyon à lui verser à trois reprises des montants compris entre 3.000 et 13.480 €. Pour les hivers 2016 à 2020, Céleste avait à nouveau saisi le même tribunal pour cette « quatrième saison de cette saga judiciaire », avait ironisé la rapporteuse publique le jour de l'audience.

Mais cette fois-ci, le tribunal administratif de Lyon avait limité son indemnisation à 9.000 €, ce qui l'avait poussée à faire appel : elle évalue ses « préjudices » à « 27.800 € ».

« Le maire de Lyon a légalement autorisé par arrêté, chaque année, l'installation de la grande roue sur la place Bellecour », commence par convenir la cour administrative d'appel de Lyon. « En ce qui concerne les hivers 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019, ces arrêtés sont la cause directe des manifestations cliniques fonctionnelles subies par Mme XXX. »

Elle devra se contenter de 9 000 euros

Mais « pour l'hiver 2019-2020 », [la grande roue a été installée « perpendiculairement aux fenêtres de l'appartement »](#) de l'intéressée, ce qui a eu « pour effet d'éliminer la perception de rotation des rayons illuminés » et donc « la stimulation optocinétique des troubles ressentis ».

« Mme XXX ne justifie pas de l'existence d'un préjudice subi au cours de ce quatrième hiver », en déduisent les juges. Elle devra donc se contenter des 9.000 € accordés en première instance, à raison de 30 € par jour pour ses 300 jours de calvaire.

Lyon

La splendeur déchuée d'un ancien hôtel de voyageurs caché au cœur des Terreaux

Chaque dimanche, *Le Progrès* se plonge dans l'histoire de Lyon, la grande et la petite. Celle des hommes et du patrimoine. Cette semaine, l'histoire de l'hôtel de Milan qui depuis sa fermeture, suscite la curiosité des passionnés d'histoire et d'architecture. Il est aujourd'hui à l'état d'abandon.

L'immeuble situé entre la place des Terreaux et la rue Sainte-Catherine n'affiche pas de particularité sur ses six niveaux de façades extérieures, sobres et sans fioritures. Rien qui ne laisse supposer le décor de sa cour intérieure.

Pourtant, sur plusieurs niveaux, galeries de bois, balustrades et pilastres se superposent sous la belle verrière. Des compositions de guirlandes et de volutes jouent avec les stucs, les perles et les cuirs. Un vrai décor de théâtre... éphémère, si l'on en juge par sa dégradation. Encore quelques années et la rouille, les vers à bois et le

temps qui passe auront raison de l'ancienne « splendeur » de la cour intérieure. Il s'agit de l'ancien hôtel particulier acquis par Jean Boussin⁽¹⁾ en 1715. Les lieux ont conservé leur décor baroque/rococo remanié au XIX^e siècle.

Plaisirs variés

Devenu hôtel des voyageurs dès le XVIII^e siècle sous le nom d'hôtel de Milan, il fut renommé pour sa situation centrale près de l'Hôtel de Ville, et en 1860 pour sa gastronomie. De nombreux guides du XIX^e siècle le citent comme une étape de qualité « aux plaisirs variés ». La clientèle est éclectique : négociants, médecins, musiciens, représentants de commerce. Quelques personnalités y séjournent dont la Dugazon, Huysmans, Flora Tristan.

L'hôtel ferme ses portes dans le début des années 1900, pour



L'Hôtel de Milan ne fait pas l'objet d'une sauvegarde particulière. Photo Julie Bordet

devenir, dans le hall d'entrée remanié, le cinéma Les Terreaux. D'abord cinéma muet, puis parlant, il se spécialise en 1972 dans les films de karaté, pour devenir

salle de billard en 1988. Aujourd'hui, cet ensemble de propriétés privées ne fait pas l'objet d'une sauvegarde particulière.

Décor fascinant

Depuis sa fermeture, l'Hôtel de Milan suscite la curiosité des passionnés d'histoire et d'architecture. Malgré son apparence discrète, l'édifice conserve des éléments architecturaux remarquables, témoignant de son passé prestigieux. Les explorateurs urbains et les amateurs de lieux abandonnés sont attirés par ce bâtiment, qui offre un décor fascinant avec ses murs écaillés et ses fenêtres brisées.

● De notre correspondante

Julie Bordet

⁽¹⁾ Jean Boussin dit de la Croix, trésorier de France à Lyon rachète le château de Marcy-l'Étoile en 1723 ce qui lui permet d'obtenir le titre de seigneur de Laval. Il prend alors le nom de Lacroix-Laval, premier d'une longue lignée de notables, dont le plus illustre Jean de Lacroix-Laval fut maire de Lyon.



Damien Gouy prendra la tête du Théâtre des Marronniers en septembre 2025

Les grandes ambitions du Théâtre des Marronniers de Lyon

• 22 mai 2025 À 17:41 par La rédaction

Damien Gouy est le nouveau directeur du Théâtre des Marronniers, avec le projet d'ouvrir la scène à d'autres courants artistiques.

La **miraboule** aboutit en cul-de-sac dans une cour. Ici, le miracle, c'est ce bout d'estrade de 24 m², dans ce petit théâtre de 49 places.

Si la rue des Marronniers est populaire pour ses bouchons, elle l'est tout autant pour ses planches. 40 ans cette année. Comme un symbole, la direction change.

Après 34 saisons et plus de 350 créations en tant que directeur et metteur en scène, Yves Pignard laisse la main à Damien Gouy, suite à une période de transition de trois ans pendant laquelle ils ont collaboré ensemble, Damien Gouy ayant d'abord été artiste associé en de 2022 à 2024, puis co-directeur sur la saison 2024/ 2025.

Formé à l'Ensatt, 65e promotion, Damien Gouy a passé treize ans dans la troupe du Théâtre National Populaire, à Villeurbanne, sous la direction de metteur en scène Christian Schiaretti.

En 2012, parallèlement à ses activités au TNP-Villeurbanne, il crée, avec d'anciens camarades du TNP, la compagnie Théâtre en pierres dorées, basée à Theizé, dans le Beaujolais, pour se

rapprocher du monde rural et développer l'exigence professionnelle dans les milieux amateurs. Il dirige artistiquement le festival de théâtre Les Rencontres de Theizé.

Fidèle à ses racines, Damien Gouy invitera quelques anciens complices (Amandine Blanquart, Julien Thiphaine, Colin Rey, Julien Gauthier...) à partager cette première saison 2025/2026 avec lui.

Champ des possibles

En s'inscrivant dans la continuité du travail engagé par son prédécesseur autour de la poésie, du théâtre musical et de l'émergence et en maintenant la richesse et le dynamisme des partenariats existants (l'Espace Pandora, la librairie l'œil cacodylate, le Pôle lyrique d'excellence, Arts en Scène, le Conservatoire de Lyon, le Festival International Quais du Polar), il ouvrira les portes du théâtre à d'autres courants artistiques comme le festival Karavel, porté par Pôle en scènes de Mourad Merouki, et invitera des artistes d'horizons très divers : Laurent Fréchuret, Alain Reynaud, Jean Claude Bolle-Redat, l'ensemble lyrique DARA, le collectif Les Herbes Folles...

La saison 25/26 débutera par une soirée d'ouverture, le jeudi 18 septembre à partir de 19h, en présence de certains des artistes et compagnies invitées.

40 ans pour les Marronniers !

Le Théâtre des Marronniers a été fondé en 1985 par Daniel Claude Poyet et dirigé pendant 34 ans par Yves Pignard. Installé dans un ancien atelier de la Sepr, ce théâtre est situé dans la fameuse rue des Marronniers qui vit aussi les metteurs en scène Roger Planchon et Marcel

Lyon : le musée des Beaux-Arts annonce une programmation estivale au cœur de ses jardins



Jardins du musée des Beaux-Arts ©Wikimedia Commons

• 22 mai 2025 À 08:55 par Loane Carpano

De début juin à fin août, le musée des Beaux-Arts de Lyon propose au public de partir à la découverte de ses jardins à travers une large programmation.

Situé sur la place des Terreaux au cœur de la Presqu'île lyonnaise, le musée des Beaux-Arts est connu pour ses expositions de peintures, de sculptures et d'objets modernes. Mais il cache également un plus méconnu jardin, ouvert gratuitement au public. Cet été, le musée des Beaux-Arts propose une programmation dédiée à ce jardin, composée d'ateliers, d'installations, de lectures et de concerts.

Pour l'occasion, une installation des élèves de l'école primaire Robert-Doisneau (Lucenay) en collaboration avec l'artiste Yves Dimier, occupera le jardin les 7 et 8 juin. Lors du même week-end, Yves Dimier en profitera pour dispenser des ateliers de dessin au cœur du jardin. Ouverts à tous les niveaux, ces cours seront dédiés au fusain et au croquis. Une visite dédiée aux graines se tiendra également le 7 juin. Au cours de celle-ci le public pourra découvrir des graines du monde entier, en présence d'un jardinier botaniste, et repartir avec son propre pot.

Le mois suivant, des ateliers peintures et visites du jardin seront ouverts aux enfants les 7, 9, 10, 16 et 17 juillet. En plus de ces cours, la journée du 10 juillet sera marquée par un concert gratuit du chœur Syllepse en fin de journée. Un second concert gratuit, cette fois-ci animé par l'artiste Odalie, se tiendra le 7 août. Si certains de ces ateliers sont gratuits, le musée préconise de réserver sa place à l'avance.

Lyon 2e • Trois créatrices lyonnaises s'unissent rue Auguste-Comte



Marianne, Catherine et Alexandra, un trio alliant talent et imagination.

Photo Michel Nielly

De l'illustration à la papeterie et aux boules de neige avec Catherine ; du luminaire à la suspension et applique murale sur mesure avec Alexandra ; de la confection textile à l'écharpe, au coussin et plaid avec Marianne... C'est ce qu'offre l'enseigne 3 Novembre, de ces trois créatrices lyonnaises qui ont décidé, en novembre dernier, d'ouvrir en commun une boutique atelier. Au 32, rue Auguste-Comte, les nouvelles vitrines présentent une foule d'objets réalisés sur place mettant en exergue le talent féminin local.

Lyon 2e • Le bois en fête avec CarréSol Éditions



Charlotte, Eddy et Jonathan.

Photo Michel Nielly

Dans le secteur Charité/Auguste-Comte, si la peinture et les carreaux ont des enseignes commerciales depuis des décennies, le bois pour le revêtement du sol et des murs vient d'en avoir une, inaugurée ce 22 mai. Au 13 rue Auguste Comte, les 140 m² du showroom CarréSol Éditions se présentent comme une galerie où s'exposent plus de 200 références illustrant le savoir-faire des artisans qui travaillent pour la société française, née en 2011. Cet éditeur créateur met l'accent sur l'artisanat local, l'excellence, l'innovation, le design et la fabrication en circuit court des matières nobles et durables.

Lyon. Ce restaurant a discrètement ouvert en Presqu'île et c'est une petite pépite

Le restaurant Gaheca a récemment ouvert rue Fleurieu, dans le 2e arrondissement de Lyon, près de la place Gailleton. Nous avons testé ce nouveau lieu.



Le restaurant Gaheca a ouvert dans le 2e arrondissement de Lyon. (©Anthony Soudani / actu Lyon)

Par [Anthony Soudani](#) Publié le 18 mai 2025 à 6h34

Un restaurant tout en pierre à l'intérieur, une petite terrasse de tables en bois à l'extérieur, le **restaurant Gaheca** a déjà tout son charme dans le 2e arrondissement de [Lyon](#). Situé rue Fleurieu, près de la place Gailleton, il est ouvert depuis mi-mars. L'endroit idéal pour déguster des plats partagés, confectionnés avec des produits de qualité, ou déjeuner le midi pour 27 euros entrée-plat-dessert.

La rédaction d'*actu Lyon* a testé cette formule et si nous devons résumer cette expérience en un seul mot, ce serait : fraîcheur !

Une dégustation pleine de fraîcheur

En effet, Gaheca se distingue par la fraîcheur aussi de ces produits que de ces plats. Entre les asperges en entrée ou les tomates anciennes à la stracciatella, une fraîcheur immédiate saisie votre palais. Et la qualité des légumes est indéniablement au rendez-vous.

Une fois cette entrée **toute en légèreté** dégustée, place au plat principal. Nous avons testé les deux au menu : la cote de cochon de l'Aveyron et la thonine. La viande était très tendre, un peu effilochée, vraiment très bonne.



Concernant la thonine, cette espèce de thon plus tendre, elle fondait dans la bouche. Là encore, on retrouve toute la fraîcheur qui fait le sel de ce restaurant.

En dessert, nous avons opté pour le crumble de pommes fraise rhubarbe. La ligne rouge du repas, c'est-à-dire la fraîcheur en bouche, est respectée. La structure du crumble est bien présentée et sa texture se mange facilement, ni trop croquante, ni pas assez.

27 euros le midi, des plats à partager le soir

Le prix de 27 euros le menu est en adéquation avec la qualité du repas. Comptez environ 7 euros si vous souhaitez accompagner votre expérience d'un verre de vin.

Le restaurant Gaheca est ouvert du mardi au samedi les midis et les soirs **de 17h30 à 1h**. Le soir, d'ailleurs, c'est l'occasion de déguster des plats travaillés avec des sauces et une cuisson au feu. Le tout à partager.

Lyon : ce bistrot va remplacer l'ancienne pharmacie du centre avec un concept festif le dimanche

Situés à la croisée de trois rues dont la rue Mercière, les locaux de l'ancienne pharmacie du centre vont enfin accueillir un nouveau lieu de rencontre : le Croissant Show Bistrot.

Cet article est réservé aux abonnés



Les locaux de l'ancienne pharmacie du centre sont en plein travaux pour accueillir le Croissant Show Bistrot. (©Ludivine Caporal/actu Lyon)

Par [Ludivine Caporal](#) Publié le 24 mai 2025 à 7h26

Ça continue de bouger en Presqu'île de Lyon.

Alors que [la Brasserie des Deux-Rives](#) a récemment remplacé [l'Eden Rock Café](#) rue Mercière (2^e), les locaux de l'ancienne pharmacie du centre, juste à côté, vont bientôt se transformer à leur tour. Abandonnés depuis 2023, ils vont en effet accueillir un nouveau lieu de rencontre : **le Croissant Show Bistrot**. Découverte.

Les patrons de la buvette Saint-Antoine derrière le projet

L'arrivée de cet établissement à **la croisée des rues de Brest, Ferrandière et Mercière** nous a été présentée en détail par l'équipe composée de Jean-David Perthuis et Franck Hamouili, gérants de la mythique buvette Saint-Antoine (qui a malheureusement été [victime d'un incendie](#) dernièrement) ainsi que de Benjamin Le Barazer et Laurine Ducrot.

Ce nouveau lieu, un « **bistrot de quartier** » moderne mais avec « tous les codes du café lyonnais » restera ouvert toute la journée et disposera de 40 places en intérieur et du même nombre en terrasse.



CROISSANT SHOW



Le Croissant Show Bistrot devrait ouvrir fin juin/début juillet. (©Document remis à actu Lyon)

Sans être un restaurant, il sera tout de même possible d'y manger puisqu'il proposera des spécialités locales et artisanales en bœufs le midi ou encore des tapas et des planches avec des produits du coin le soir, le tout pour compléter une belle offre de café/thé et de cocktails.

Des brunchs festifs les dimanches

Sa petite spécialité ? Son concept de « croissounds » qui prendra vie tous les dimanches sous forme de brunch festif **avec des DJ sets**, pour des moments « chill et joyeux ».

Une tendance très en vogue en France et en Europe ces derniers temps avec des événements musicaux de plus en plus organisés dans des cafés [ou des boulangeries](#) le week-end pour réinventer la fête... **matinale !**

L'ouverture du Croissant Show Bistrot est pour le moment prévue **fin juin/début juillet**. Patience, donc.

Lyon. "Un concept inédit" : un immense restaurant japonais à volonté va ouvrir cet été

Un nouveau concept de restaurant japonais avec sushis à volonté va ouvrir cet été dans le Grand Hôtel Dieu en plein centre-ville de Lyon. Sa gérante dévoile le projet.

Cet article est réservé aux abonnés



Le restaurant sera ouvert cet été dans le Grand Hôtel-Dieu de Lyon. (©Adobe stock)

Par [Nicolas Zaugra](#) Publié le 22 mai 2025 à 6h20

« C'est un concept inédit, unique tel qu'on l'imagine et qui n'existe pas à [Lyon](#) ». Un nouveau restaurant « de qualité et haut de gamme » proposant des sushis à volonté va ouvrir dans le [Grand Hôtel-Dieu](#) (2e arrondissement) en plein cœur de la Presqu'île lyonnaise. L'établissement japonais à la jolie décoration remplace un restaurant qui a fermé à l'intérieur de l'immense monument historique. Sa gérante nous explique le concept.

Un restaurant japonais de sushis « à volonté »

Vanessa Shi et Stéphane Dayot, qui ont déjà d'autres restaurants asiatiques dans la ville, s'apprêtent à ouvrir leur nouvel établissement baptisé **Shiyo**. Le restaurant japonais doit ouvrir ses portes « cet été entre juin et juillet » dans le Grand Hôtel Dieu à la place de Beef House qui a fermé.

Le concept « jamais vu à Lyon » proposera un restaurant « semi-gastronomique » de sushis à volonté. « En réalité, ce n'est pas à volonté totale mais il y aura cinq tours possibles de sushis et de plats que les clients pourront commander », explique à *actu Lyon* Vanessa Shi.

« Nous allons travailler avec des maîtres sushis et donc on veut proposer une très grande qualité. À Lyon, il n'y a pas vraiment de bon restaurant japonais à volonté avec des sushis haut de gamme », selon elle.

Des formules entre 27 à 29 euros le midi

Côté prix, le restaurant se positionne comme « abordable » tout en restant haut de gamme avec des formules du midi entre 27 à 29 euros et 38 à 45 euros le soir. « Si un client va au bout des cinq services, on peut dépasser en réalité les 200 euros de valeur si les produits étaient proposés à la carte », explique Vanessa Shi.

Selon elle, chez « Sushi Shop, on peut payer le même prix et sans avoir de formule à volonté tout en étant déçu de la prestation ».



Un aperçu de la décoration intérieure du restaurant. (©DR)

Sur 1 000 m² et avec une terrasse extérieure

Le restaurant va s'étaler sur 1 000 m² dont la moitié de la surface est « dédiée à la préparation des produits ». Pour la cheffe d'entreprise, pas question de miser sur la quantité de clients et la masse puisque « il y aura seulement 150 places assises ». Une terrasse sera ouverte mais uniquement pour le bar.

Côté décoration, les fondateurs veulent miser sur un concept haut de gamme avec une « ambiance nocturne ». Le nom du restaurant signifie « nuit poétique » en japonais.

Le service se fera seulement sur réservations et elles seront ouvertes très peu de temps avant l'ouverture de l'établissement. Jusqu'à une trentaine de personnes vont y travailler, dont des experts du sushi.

Comme chaque semaine, nous vous proposons un article de l'excellente revue du CIL-CPI « *Centre Presqu'île* ». Celui-ci, daté de 2005 et signé Franck SCHERRER, professeur à l'institut d'urbanisme de Lyon, revenait sur 30 ans d'urbanisme dans la Presqu'île et remontait donc à 1975, il y a 50 ans pour nous...

Bonne lecture !

au fil de la reconquête : —

30 ans d'urbanisme dans le Centre Presqu'île de Lyon

Le Centre Presqu'île, et d'une manière générale le centre historique de Lyon, connaissent aujourd'hui un moment tout à fait inédit dans l'histoire urbaine : jamais le centre-ville n'a connu en même temps une aussi large diffusion des normes contemporaines de confort, de salubrité et d'accessibilité, et un tel niveau de protection et de mise en valeur patrimoniale. D'un côté, tout un tissu urbain taudifié dans une incurie générale depuis un siècle ou plus, surtout entre Terreaux et Bellecour, est aujourd'hui presque complètement réhabilité, ce qui stupéfierait tout observateur éclairé de la vie urbaine de la première moitié du XX^e siècle.

De l'autre, la conjonction du ravalement continu des façades, des "plans couleurs" des quais, de la requalification des espaces publics et du Plan Lumière donne tout son sens au label Unesco du classement au patrimoine mondial.

Cette situation "unique" est en fait partagée par la majorité des villes européennes qui ont peu ou prou connu ces 30 dernières années des politiques convergentes, au-delà des différences nationales, de reconquête de leurs centres historiques.

Le seul moment comparable dans l'histoire des villes est celui de la seconde partie du XIX^e siècle où un large mouvement de régénération urbaine, baptisé "haussmannisation" en France, s'est développé dans toute l'Europe, et a laissé dans presque chaque centre urbain des éléments de composition et de fonctionnement (percées, bâtiments publics, réseaux) qui sont aujourd'hui encore structurants.



Ravalement et colorisation des façades. Ici sur les quais de Saône.
(Photo P. Billon)



Façade de Saint Nizier avant ravalement
(Photo P. Billion)

Mais là où la vision "haussmannienne" rejetait très fortement l'héritage "moyenâgeux" de la ville traditionnelle, insalubre et socialement incontrôlable, au bénéfice d'un urbanisme porteur des valeurs du progrès, de l'hygiénisme et de la libre circulation, la reconquête contemporaine des centres-villes est au contraire entièrement sous l'égide du "renouer" avec la mémoire, l'identité et "l'âge d'or" de la ville européenne, fait de mixité des usages et des populations, d'habitat dense, à l'échelle humaine, façonné par les siècles autour d'un espace public partagé et convivial.

A cet égard, l'urbanisme moderniste qui prévaut dans les années de reconstruction et de croissance après 1945 est finalement plus proche de l'haussmannisation du II^e Empire que de l'urbanisme "post-moderne" de ces trois dernières décades. Il a d'ailleurs touché plus marginalement les centres des villes que leur périphérie (hormis les villes reconstruites), au regard du moins des visées radicales de l'élite politique et intellectuelle de l'époque. Finalement, il semble que la vraie césure, à l'échelle séculaire, dans les modes de faire la ville - entre urbanisme moderne et postmoderne pour le dire rapidement- passe justement au milieu des années 70 du XX^e siècle et coïncide avec la naissance à Lyon de la revue Centre Presqu'île.

Il est ainsi frappant de constater que les deux opérations d'urbanisme majeures prévues sur la Presqu'île jusqu'en 1975 sont deux projets "d'assainissement" de quartiers taudifiés et jugés irrécupérables, remontant pour le moins à l'entre-deux-guerres. Il s'agit d'une part du prolongement de la rue de la République et de la percée "Martinière-Tolozan" dans le bas des Pentes, projet typiquement haussmannien qui s'est gonflé en opération de rénovation urbaine majeure englobant tout le secteur de la Grande-Côte par la volonté de Louis Pradel.

L'autre projet est celui de la démolition complète du quartier Mercière, formellement décidée en 1958, mais dont l'idée remonte à plus de trente ans en arrière. L'année 1975 est marquée par deux événements cruciaux :

- Sous la pression conjointe de l'association Centre Presqu'île et de l'association des commerçants de la rue de la République –on pourrait presque dire un "combat de rue"–, Louis Pradel Maire de Lyon change du tout au tout sa position et accepte la piétonnisation des rues de la République et Victor Hugo à la suite du chantier du métro.
- L'opération de rénovation accompagnant la percée "Martinière-Tolozan" se transforme du jour au lendemain en opération de "réhabilitation urbaine" tout à fait pionnière dans ses principes (respect du cadre bâti, immeubles-tiroirs, maintien de la population sur place, prise en compte de la mixité sociale...)

Dès lors, deux principes fondamentaux de l'urbanisme postmoderne se mettent en place qui contrastent fortement avec le passé immédiat : celui de la "ville qui se refait sur elle-même", principe qui, dans le Centre Presqu'île, se traduit essentiellement par la réhabilitation du cadre bâti existant dans un contexte de patrimonialisation hégémonique (il ne se construit pratiquement plus d'immeubles neufs entre Terreaux et Perrache depuis 1980) ; celui de la "reconquête de la centralité" qui passe par de nouvelles politiques urbaines, comme la requalification des espaces publics, le développement culturel, la promotion de l'image de la cité sur les valeurs d'identité et de patrimoine, et la compétitivité métropolitaine.

Avec la dégradation du cadre bâti, l'hémorragie démographique, la fuite plus ou moins organisée des activités privées et publiques vers le nouveau centre de la Part Dieu, le caractère résiduel de l'espace public totalement dédié aux fonctions circulatoires et de stockage automobile est caractéristique de l'état d'abandon du centre-ville. Le renversement de situation va être très long à se mettre en place. Premier épisode de la reconquête, l'aménagement des rues piétonnes a été fait de bric et de broc ; avant d'être des opportunités formidables de requalification des places, la construction des parcs de stationnement s'est d'abord fait au détriment du patrimoine urbain (Place Bellecour, Quais de Saône, Halle des Cordeliers, ainsi que le métro Place Tolosan) ; Le premier projet de mise en valeur de la rue de la République est d'initiative privée, tandis que celui de la Place Antonin Poncet est au départ plus soucieux de combler que de respecter le vide urbain (au fondement de l'espace public).

Pendant ces quinze premières années, c'est l'évolution de la société urbaine plus que l'action publique qui font des principales artères et places de la Presqu'île des hauts-lieux du brassage des populations de la métropole renaissante.

Les mandatures Collomb sont des années d'hésitation, mais aussi de préparation de ce qui va se cristalliser à l'arrivée de Michel Noir sous le nom de Plan Presqu'île. Cette première approche globale de l'aménagement du centre presqu'île, réclamée depuis toujours par le Comité du même nom, se décompose en deux axes : le premier est celui d'une régulation des déplacements urbains, composé ambiguë d'une volonté de restreindre le transit dans la Presqu'île et de limiter globalement les déplacements automobiles, et d'un désir de renforcer l'attractivité (notamment commerciale) du centre par un développement très volontaire des parkings souterrains (eux-mêmes générateurs de déplacements automobiles)...



La place Bellecour, il y a 30 ans
(Photo P. Billon)

Ce compromis politique, très contestable en théorie, est peut être, à l'aune du temps, plus pertinent qu'il n'y paraissait alors. Ces parkings ont permis par ailleurs d'initier une politique audacieuse de reconquête et de requalification des places du centre-ville, politique d'espaces publics de surface et de sous-sol qui a porté loin la réputation de Lyon en matière d'urbanisme. Cette politique qui se poursuit aujourd'hui au ralenti a grosso modo réussi à concilier les deux axes essentiels et souvent contradictoires des politiques urbaines contemporaines : promouvoir à l'extérieur l'image de la ville dans la concurrence des territoires et améliorer à l'intérieur le cadre de vie comme le bien être des habitants.

En revanche, le début des années 80 a été beaucoup plus innovant dans le domaine de la requalification de l'habitat et du cadre bâti que les époques ultérieures. Peut-être parce que le combat militant qui a permis de sauver une partie de quartier Mercière et de la montée de la Grande-Côte de la boule des démolisseurs était encore très présent à l'époque, les pouvoirs publics ont initié une politique pionnière de réhabilitation urbaine respectueuse du tissu social, avec les premières opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) menées en France (Ainay 1977), politique malheureusement sans lendemain dans la Presqu'île. Une autre initiative de l'époque, également innovante, a connu en revanche un développement fulgurant, mais là aussi équivoque : le ravalement et la colorisation des façades. Lancée sur les quais de Saône par une procédure réglementaire mais intelligemment appliquée par l'Architecte des Bâtiments de France, vigoureusement relayée par Francisque Collomb qui fait appliquer l'obligation du ravalement décennal, cette transformation radicale du cadre urbain qui combine l'action

des propriétaires privés et l'incitation publique a plus fait que tout le reste pour transformer l'image de Lyon associée à la crasse des fumées industrielles en celle d'un des paysages urbains les plus appréciés des touristes en Europe.

Le Plan Lumière, depuis les années 90, en a en même temps démultiplié les effets et irrémédiablement coupé la politique de mise en valeur patrimoniale de celle de l'habitat. Les propriétaires privés de la Presqu'île ont abondamment profité de cette révolution de valeur et d'image, remettant de fait le parc immobilier à niveau, mais surtout profitant en toute liberté des prix, d'abord du regain de la localisation en centre ville des couches aisées de la population, puis de la spéculation immobilière effrénée qui a saisi, entre autres, le centre ville depuis 2000, et dont les effets destructurants sur la vie urbaine seront incalculables. Si Lyon a tiré tous les bénéfices possibles de cette action collective en faveur de l'apparence urbaine, elle va devoir bientôt en gérer les effets indésirables.

Plus que dans une politique tournée vers les résidents, l'investissement public s'est finalement concentré ces trente dernières années dans de grands équipements susceptibles de renforcer le rayonnement de Lyon (et partant, celui de ses édiles). On ne parlera que pour mémoire du métro, hérité pour l'essentiel de la période antérieure, mais qui aura eu pour effet (ce n'est pas peu !) de renforcer pour longtemps la centralité fonctionnelle du centre historique. Depuis les années 80, l'essentiel de l'investissement public investi hors voirie dans la Presqu'île l'a été dans la réinvention de grands équipements culturels : l'Opéra, le Musée des beaux-arts (avec la seule participation notable de l'Etat à cette histoire), et aujourd'hui le Théâtre des Célestins.



Là aussi le bilan de ce choix politique qui traverse les mandatures est à établir. Le renforcement du rayonnement lyonnais à l'échelle régionale, voire nationale, est indéniable. En revanche, cet argent n'a pas été investi dans le soutien d'une "agitation culturelle" (musiques d'aujourd'hui, création dans les arts plastiques, les arts de la rue.), si brillante à la fin des années 70 à Lyon, si atone aujourd'hui, alors qu'elle est indispensable au standing d'une métropole européenne.

En conclusion, on peut tirer trois leçons de cette trop rapide évocation de trente ans d'urbanisme en Presqu'île. L'esprit de reconquête,

Nouveau paysage urbain, place de la République
(Photo F. Guy, Agence d'Urbanisme)



revendiqué dès l'origine par la revue *Centre Presqu'île*, a marqué l'ensemble des actions publiques et privées qui ont transformé du tout au tout à la fois le cadre de vie et le rôle de ce morceau de ville au sein de la métropole. Par ailleurs, si la requalification des espaces publics a servi de façon exemplaire de fil directeur à cette reconquête, la politique de l'habitat qui, comme dans le Vieux Lyon, aurait dû l'accompagner a été plutôt déficiente, et pour partie responsable de l'appauvrissement de la diversité sociale que connaît aujourd'hui le Centre Presqu'île. Enfin, ces arpents naguère obsolètes sont désormais vecteur d'image,

d'identité, et de pratiques urbaines pour tous les habitants de la métropole comme pour les touristes dont l'afflux est de plus en plus massif, tout en restant un espace de proximité pour ses habitants : le paradoxe n'est pas nouveau, mais il est plus que jamais un défi pour nos édiles.

On me permettra d'ajouter deux remarques. La relecture, pour les nécessités de cet article, des éditoriaux de la revue *Centre Presqu'île*, révèle combien la vision de l'association dont elle est l'organe épouse dès l'origine, de façon étonnamment pionnière, les tenants et aboutissants de l'urbanisme postmoderne qui va se

mettre en place dans cette période, bien plus en tout cas que les écrits des grands urbanistes et autres experts officiels de l'époque (qui ont tenté néanmoins de réécrire l'histoire depuis). Par ailleurs, je n'ai pas évoqué dans ces lignes l'avenir de la presqu'île qui s'écrit aujourd'hui et demain dans le projet Lyon Confluence, dont la phase opérationnelle vient à peine de commencer. Je vous donne donc rendez-vous -ici-même qui sait ?- pour une nouvelle évaluation dans trente ans.

Franck SCHERRER
*Professeur à l'Institut
 d'Urbanisme de Lyon
 Université Lyon 2*